

CONVENTION DE VALORISATION DES TRAVAUX D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE VIA LE DISPOSITIF DES CERTIFICATS D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

Article 1. LES PARTIES

Entre les soussignés suivants :

– d'une part :

l'État – Préfet de la région Pays de la Loire
6 quai Ceineray
BP 33515 - 44035 NANTES Cedex 1

représenté par M. Claude d'Harcourt, préfet de la région Pays de la Loire

contact : plateforme régionale des achats de l'État (PFRA) – directeur : Olivier Griess,
achats@pays-de-la-loire.gouv.fr

ci-après désigné « **la préfecture de région** »

– d'autre part :

Société : Objectif EcoEnergie
adresse : 3 bis avenue de la Résistance – BP 19 – 19201 USSEL CEDEX
SIRET : 523 814 358 00033
N° registre EMMY : 0819OB

représenté par : Benoît Chèze, agissant en qualité de : directeur
téléphone : 05 55 46 25 79 – 06 81 64 21 39
courriel : direction@objectif-ecoenergie.com

ci-après désigné « **le partenaire** »

intervenant en tant que :

- ☐ obligé, ou
☒ structure délégataire sous contrat avec au moins un obligé, endossant son obligation légale d'économie d'énergie.

Étant préalablement exposé que :

Article 2. CONTEXTE

Des travaux sont effectués chaque année sur le patrimoine immobilier de l'État. Une partie de ces travaux contribue à des économies d'énergie (isolation, changement de chaudière, ...)

Le dispositif des certificats d'économie d'énergie peut permettre, sous certaines conditions, d'inciter à la réalisation de travaux par l'intermédiaire d'une valorisation financière.

L'État en Pays de la Loire souhaite déployer cette démarche pour les actions qu'il réalise qui y sont éligibles. Au-delà de la valorisation financière, la démarche s'inscrit également dans le cadre de l'exemplarité de l'État dans le domaine du développement durable.

Les services centraux et déconcentrés de l'État en région des Pays de la Loire décident de coordonner leurs besoins communs afin de valoriser au titre du dispositif des certificats d'économie d'énergie les actions d'économie d'énergie éligibles (opérations faisant l'objet d'une fiche standardisée) réalisées en région Pays de la Loire.

C'est pourquoi, le pouvoir adjudicateur est l'État, représenté par le préfet de région.

Le montant de la valorisation est lié non pas au montant des travaux mais aux économies d'énergie générées.

Article 3. RAPPEL SUR LE DISPOSITIF DES CERTIFICATS D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

Le dispositif des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE), créé par la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique (loi POPE) est un des instruments phare de la politique de maîtrise de la demande énergétique.

Il repose sur une obligation triennale de réalisation d'économies d'énergie imposée par les pouvoirs publics aux fournisseurs d'énergie (électricité, gaz, fioul, vendeurs de carburants...), appelés les "obligés".

Après une troisième période (2015-2017), la quatrième période s'étend du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020.

Pour satisfaire à ses obligations, un fournisseur d'énergie a trois possibilités :

- détenir des certificats d'économie d'énergie obtenus à la suite de la réalisation de travaux d'économie d'énergie, sous certaines conditions techniques ;
- transférer ses obligations en adhérant à une structure collective ;
- acheter des certificats d'économie d'énergie détenus par d'autres acteurs ;

L'opportunité d'obtenir des CEE est étendue à certains « éligibles » non-obligés: les collectivités territoriales, l'ANAH et les bailleurs sociaux, qui peuvent solliciter des CEE mais qui n'ont pas d'obligation à respecter.

L'État ne fait pas partie des éligibles au dispositif et ne peut donc pas obtenir directement de CEE pour la réalisation de travaux de réhabilitation énergétique sur son patrimoine. Pour valoriser ses travaux d'économie d'énergie, l'État doit donc identifier un partenaire en mesure de valoriser ces actions dans le cadre du dispositif des CEE avec lequel il conviendra des modalités pratiques (dans le respect des règles des CEE).

Ceci étant rappelé, les Parties ont convenu ce qui suit :

Article 4. TERMINOLOGIE UTILISÉE

Partenaire : l'obligé (incluant les structures collectives) ou structure contractuellement liée à un obligé au titre des certificats d'économie d'énergie qui devient partenaire des services de l'État en Région Pays de la Loire pour la valorisation de travaux d'économies d'énergie réalisés sur leur patrimoine.

Services de l'État : les services centraux et déconcentrés de l'État en région Pays de la Loire.

Incitation financière : la valorisation financière proposée par le candidat, rapportée au volume de certificats d'économie d'énergie généré. Le montant correspondant sera dû par le partenaire.

Article 5. OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

L'objet du partenariat est la valorisation financière par le partenaire, au bénéfice des services indiqués ci-dessous, des travaux d'économie réalisés par ces services dans le respect du dispositif réglementaire.

La convention couvre les opérations standardisées en vigueur à la date de l'accord de rattachement. De manière non exhaustive, les opérations couvrent l'isolation de combles, de murs, de plancher, de toiture-terrasse, de fenêtres, et l'installation d'une chaudière à haute performance énergétique, de robinets thermostatiques, de LED. L'ensemble des fiches d'opérations standardisées sont sur le site du ministère de la transition écologique et solidaire.

La convention est établie au bénéfice des services centraux et déconcentrés de l'État et de ses établissements publics (adhérents à la convention nationale de groupement de commandes pilotée par la direction des achats de l'État) sis en région Pays de la Loire, dont la liste indicative (et non exhaustive) est la suivante :

- préfectures de département,
- directions régionales, (DRAAF, DREAL, DIRECCTE, DRDJSCS, DRAC),
- direction inter-régionale de la mer (DIRM),
- directions départementales interministérielles,
- directions régionales et départementales des finances publiques,
- direction spécialisée des finances publiques pour l'étranger,
- cour administrative d'appel de Nantes,
- tribunal administratif de Nantes,
- région de gendarmerie des Pays de la Loire,
- service de défense et de sécurité, secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de l'Ouest,
- INSEE,
- cours d'appel de Rennes (35), Angers (49), Poitiers (16) pour les juridictions de leurs ressorts sises sur le territoire de la région Pays de la Loire,
- direction interrégionale des douanes et des droits indirects,
- direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Ouest,
- direction interrégionale des services pénitentiaires.

La présente convention ne couvre que les actions et travaux réalisés sur le territoire de la région Pays de la Loire quel que soit le budget opérationnel de programme (BOP) qui finance, à l'exception de celles qui pourraient déjà faire l'objet d'une valorisation via le dispositif des certificats d'économie d'énergie dans un autre cadre.

Le partenariat est formalisé par la présente convention qui définit notamment le rôle « actif et incitatif » du partenaire selon l'article R 221-22 du Code de l'Énergie : « Est considéré comme rôle actif et incitatif toute contribution directe, quelle qu'en soit la nature, apportée, par le demandeur ou par l'intermédiaire d'une personne qui lui est liée contractuellement, à la personne bénéficiant de l'opération d'économies d'énergie et permettant la réalisation de cette dernière. Cette contribution doit être intervenue antérieurement au déclenchement de l'opération. »

A ce titre, les opérations éligibles dans le cadre de ce partenariat sont des actions d'économie d'énergie dont le déclenchement sera postérieur à la date de signature de cette convention.

Article 6. DURÉE

La présente convention signée entre le préfet de la région Pays de la Loire, représenté par le secrétaire général pour les affaires régionales (SGAR), et le partenaire, sera applicable à partir de la date de la notification de la convention jusqu'au **31 décembre 2020**, date de la fin de la 4^{ème} période réglementaire de valorisation des CEE.

Elle pourra faire l'objet de prolongations correspondant aux évolutions législatives et réglementaires, sans toutefois que la durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Article 7. RÉSILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être dénoncée, par lettre recommandée avec avis de réception, avec un préavis de deux (2) mois :

- par le partenaire ou par le préfet de région au 31 décembre de chaque année,
- par le préfet de région à tout moment en cas de carence du partenaire ou de non-respect de la convention.

La présente convention fera éventuellement l'objet de modifications en cas d'évolution de la réglementation relative aux certificats d'économie d'énergie.

Dans l'hypothèse où une clause de la présente convention serait contraire à une disposition légale impérative, la validité des autres clauses ainsi que la validité de la convention dans son ensemble n'en seraient pas affectées. Dans ce cas, les parties se concerteront aux fins de substituer à la clause nulle une clause qui réponde au mieux aux objectifs juridiques et économiques de la convention.

Article 8. MODALITÉS DE LANCEMENT ET DE SUIVI DE LA CONVENTION

8.1 Réunion de lancement

A la mise en place de la convention, en présence du partenaire, la PFRA organise une réunion de lancement de la prestation auprès des représentants de l'État pour :

- présenter le dispositif des certificats d'économies d'énergie ;
- expliquer l'intérêt de ce dispositif pour l'ensemble des services bénéficiaires ;
- présenter le partenariat ;
- expliquer les modèles de document et la procédure d'échange d'information entre le partenaire et les services de l'État faisant réaliser les travaux : devis, accord de rattachement, justificatifs, accusé de réception...

8.2 Modalités de suivi

- Un comité de pilotage se réunit régulièrement tous les six (6) mois afin d'évaluer les résultats obtenus. Il est piloté par le SGAR via la PFRA. L'animation technique sera effectuée par les services de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).
- Les réunions du comité peuvent être complétées par des points de situation réalisés à l'initiative d'un service ou du partenaire.
- Au moins une fois par an, le partenaire fournit au comité de pilotage la liste exhaustive des accords de rattachement, des dossiers en cours et des incitations financières versées. Sur demande ponctuelle, il tient à disposition de la préfecture de région, sous 7 jours francs à compter de sa demande, la liste exhaustive à jour des accords de rattachement signés, comprenant pour chaque opération les informations suivantes : bénéficiaire concerné, intitulé de l'opération, date de signature de l'accord, fiche(s) standard(s) de référence, nombre de CEE, montant de l'incitation financière, date de solde, statut « prévisionnel » ou « réel » de la date de solde.

Article 9. OBLIGATIONS DES PARTIES

9.1 Obligations du partenaire

En amont de chaque projet de travaux d'économie d'énergie, le partenaire :

- s'engage à répondre sous 48h aux questions et saisines du Service de l'État bénéficiaire concernant le montage des dossiers ;
- sur saisine du Service de l'État bénéficiaire, précise les critères techniques et les conditions de délivrance à respecter, sur la base des fiches d'opérations standardisées du dispositif des CEE applicables et de la liste des modes de preuves attendues ;
- sur demande du Service de l'État bénéficiaire, valide les critères techniques du devis du professionnel pressenti pour réaliser les travaux. Cette validation concerne le respect des critères d'éligibilité exposés sur les fiches standardisées du dispositif des certificats d'économies d'énergie ;
- fournit pour tous les travaux conformes à des fiches d'opération standardisées, **au travers d'un accord de rattachement** à la présente convention et **dans un délai maximum de 7 jours francs** :
 - ✓ une estimation du nombre de certificats d'économie d'énergie générés par le projet,
 - ✓ une estimation du montant de la valorisation financière correspondante selon le mode de calcul de la convention (cf 10.4 Mode de calcul de l'incitation financière).
 - ✓ La liste des pièces qui devront être fournies par le Service de l'État bénéficiaire au prestataire en fin d'opération pour la constitution du dossier de CEE et le cas échéant les modèles à utiliser (attestation de fin de travaux...)
- signe avec le Service de l'État bénéficiaire l'accord de rattachement (la signature de cet accord ne vaut pas engagement du Service de l'État bénéficiaire à réaliser les travaux).

Le partenaire prend à sa charge l'ensemble des tâches relatives à la collecte des documents et à la constitution des dossiers de demande de CEE, en particulier :

- les documents justifiant de la réalisation de l'opération (tels que factures ou autre document comptable accepté par le Pôle National des CEE (PNCEE) comme justifiant de la réalisation de l'opération,
- les informations et documents justifiant du rôle actif et incitatif dans l'action considérée, notamment la description de sa contribution directe,
- la justification, dans les conditions requises par le PNCEE, que sa contribution est intervenue antérieurement au déclenchement de l'action,

- les attestations du bénéficiaire des travaux et des professionnels en charge des travaux requises par les textes réglementaires applicables,
- tout autre document et information pour la constitution de dossiers complets.
- Le partenaire s'assure que les dossiers CEE, y compris les pièces transmises par les services bénéficiaires des travaux, sont conformes aux exigences réglementaires.
- Le partenaire procède à l'ensemble des formalités de dépôt et d'enregistrement des dossiers CEE correspondant aux actions des services.
- Le partenaire procédera à l'archivage des dossiers CEE y compris des pièces justificatives pendant une durée de six ans à compter de la délivrance des CEE, conformément à l'article R222-4 du Code de l'Énergie.

Après la réalisation de chaque projet ayant fait l'objet d'un accord de rattachement à la convention de partenariat :

Le partenaire délivre au Service de l'État bénéficiaire dans un délai maximum de 15 jours francs **un accusé de réception** des justificatifs si les justificatifs fournis sont complets, ou une demande de compléments dans le cas contraire.

Cet accusé de réception précise le montant définitif de l'incitation financière selon les modalités de calcul définies dans la convention.

Dès transmission de l'accusé réception ou à défaut au premier trimestre de l'année consécutive à l'année de réalisation des travaux, chaque Service de l'État bénéficiaire émet un titre de perception.

Le partenaire s'acquitte de la somme due dans le mois suivant la réception du titre émis par l'administration.

L'envoi de l'accusé réception l'engage à versement, indépendamment du processus ultérieur d'instruction du dossier.

Le partenaire s'engage à rémunérer le service bénéficiaire au-delà de la date de la fin de convention pour les travaux ayant fait l'objet d'un accusé de réception des justificatifs avant cette date.

9.2 Obligations des services de l'État

A la mise en place de la convention, en présence du partenaire, la PFRA près le préfet de la région Pays de la Loire organise une réunion de lancement de la prestation auprès des représentants de l'État (§ 8,1).

En amont de chaque projet de travaux d'économie d'énergie, le Service de l'État bénéficiaire s'engage à :

- transmettre exclusivement au prestataire les justificatifs de travaux listés dans l'accord de rattachement nécessaires à la constitution du dossier de CEE ;
- collaborer avec le prestataire en mettant à sa disposition pour consultation et examen, l'ensemble des documents et informations nécessaires à la constitution et l'analyse des dossiers ;
- fournir des documents, renseignements et explications complets et sincères.

Après la réalisation de chaque projet ayant fait l'objet d'un accord de rattachement à la convention de partenariat :

- Dans les plus brefs délais après la réalisation des travaux, et au plus tard dans un délai de 4 mois, le service bénéficiaire fournit au partenaire les documents listés dans l'accord de rattachement, notamment :

- ✓ tout document prouvant la date d'engagement des travaux (devis validé, ordre de service...) après la date de signature de la présente convention
- ✓ tout document attestant de la réalisation effective de l'opération
- ✓ une attestation de fin de travaux selon le modèle fourni par le partenaire
- ✓ si nécessaire, tout autre document spécifié dans les fiches d'opérations standardisées consultables sur le site internet du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie.

Dans l'hypothèse d'une évolution du cadre réglementaire, le partenaire informe les services bénéficiaires de ces modifications au plus tôt.

Article 10. MONTANT DE L'INCITATION FINANCIERE

L'incitation financière est le produit du nombre de CEE de la fiche standard de référence par la valeur Vp d'un CEE par l'actualisation :

$$\text{Incitation} = \text{Nombre}_{\text{CEE}} \times V_p \times \text{actualisation} (C/C_0 \text{ ou } 1)$$

La valeur plancher Vp d'un CEE est fixée à 0,380 c€/kWh cumac.

Soit **C₀** le dernier prix moyen connu à la date de lancement de la négociation fixé à 0,558 c€/MWh cumac,

et **C** le dernier prix moyen connu de cession des certificats publiés sur le registre Emmy à la date de signature de la convention.

L'actualisation est fixée à C/C_0 si ce rapport est supérieur à 1, sinon fixée à 1.

Volume maximum = PAS DE MAXIMUM

Article 11. CONFIDENTIALITÉ

Les parties s'engagent à respecter une obligation réciproque de confidentialité pendant toute la durée de la convention. Dans le cas où le partenaire souhaiterait visiter les locaux qui font l'objet de travaux, un accord préalable du service concerné sera requis. Le partenaire ne sera notamment pas autorisé à communiquer sur les projets de travaux des services de l'État, sur les travaux réalisés (nature, montant) ni sur les montants générés par la présente convention.

Le partenaire s'engage à :

- ne pas transmettre les informations qui auraient été mises à sa disposition dans le cadre de la réalisation des services, à tous tiers, sauf s'il en est légalement tenu. Il s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Maître d'Ouvrage.
- n'adjoindre aucune démarche commerciale concernant des biens ou services (ayant un lien avec les recommandations) au cours de son intervention.

Les parties s'autorisent cependant à mentionner leur raison sociale respective à titre de référence commerciale.

Fait en deux exemplaires originaux.

Pour « la préfecture de région »,

Pour « le partenaire »,

A Nantes le 28/01/2019	A le 24/01/2019
<p>signature</p> <p>Secrétaire général adjoint affaires régionales</p> <p>Christophe DERIANO</p>	<p>signature</p> <p>Objectif ECO ENERGIE</p> <p>Certificats Environnements & Energétiques</p> <p>3 bis Avenue de la Résistance BP 19 19200 ISSLE Cedex - Tél. : 05 55 46 25 79 RINSEL 828 812 858 - APE 71112B</p>